INTRODUCTION

Questions d'unité : sécession, clarté et avenir du Canada

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est président et directeur général de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut Metropolis. Il est titulaire d'un doctorat en histoire canadienne de l'université Concordia. Avant 1998, il a été directeur exécutif de la branche québécoise du Congrès juif canadien. Il est auteur et collaborateur de publications universitaires, de rapports gouvernementaux et de journaux publiés dans tout le pays dans les domaines de l'immigration, du multiculturalisme, de la diversité, des droits de l'Homme et des langues officielles. Après trois décennies de recherches approfondies sur l'opinion **publique** et la démographie, il est régulièrement consulté par les médias et les organismes gouvernementaux pour son expertise et ses analyses sur les questions importantes de la sphère publique. Il a enseigné et donné des conférences à l'Université McGill, à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université Concordia, offrant des cours allant de la politique publique à l'histoire de l'immigration et des groupes minoritaires, en passant par le sport au Canada.

Ce numéro spécial de Thèmes Canadiens examine l'état de l'unité nationale à un moment où le Canada se trouve de nouveau confronté à de vieilles questions sous des formes nouvelles. Les textes réunis ici ne traitent pas l'unité nationale comme un idéal abstrait ni comme un acquis définitif. Ils l'abordent plutôt comme une condition vivante et contestée, façonnée par l'incertitude constitutionnelle, l'aliénation régionale, l'interdépendance économique, les droits autochtones, l'évolution des pressions géopolitiques et le défi que représente le maintien d'un sentiment commun d'appartenance au sein d'une fédération diversifiée. Pris ensemble, ces textes nous rappellent que la question de l'unité au Canada ne peut plus être comprise à travers une seule perspective. La souveraineté du Québec demeure au cœur de l'histoire, mais elle coexiste désormais avec un regain du séparatisme dans l'Ouest, des débats sur l'énergie et la construction économique de la nation, ainsi qu'une incertitude plus large quant à la capacité des Canadiens de disposer encore d'un vocabulaire commun pour discuter des risques et des conséquences d'une rupture politique.

Le moment choisi pour ce numéro spécial confère à ces questions une urgence particulière. À l'approche d'une élection québécoise au début d'octobre, au cours de laquelle la possibilité d'un nouveau mandat référendaire pourrait devenir un enjeu déterminant, et alors que l'Alberta tiendra plus tard le même mois un référendum sur l'opportunité d'organiser éventuellement un référendum sur la séparation, le débat sur l'unité n'est plus hypothétique ni lointain. Il entre dans les arènes électorales et institutionnelles d'une manière qui pourrait mettre à l'épreuve, en temps réel, la résilience du fédéralisme canadien. Ces développements rendent essentiel l'examen non seulement des arguments avancés par les mouvements séparatistes, mais aussi des présupposés, des griefs, des risques et des conséquences pratiques qui les sous-tendent. Ce numéro de Thèmes canadiens paraît donc à un moment où les Canadiens pourraient bientôt être appelés, directement ou indirectement, à se confronter au sens de l'unité nationale, aux limites du mécontentement régional et aux conditions dans lesquelles la fédération peut continuer de susciter

l'adhésion partout au pays.

Le texte d'ouverture, signé par André Lecours et Daniel Béland, situe la possibilité d'un troisième référendum québécois dans un environnement politique à la fois familier et profondément transformé. Les auteurs partent de la place renouvelée qu'occupe l'indépendance dans la politique québécoise, liée à la montée du Parti Québécois dans les sondages et à son engagement de tenir un référendum s'il forme un gouvernement majoritaire. Leur contribution centrale consiste toutefois à montrer que tout futur référendum se déroulerait dans des conditions très différentes de celles de 1995. La Loi sur la clarté et la loi 99 du Québec ont créé des conceptions juridiques et politiques concurrentes quant à la question de savoir qui contrôle le processus référendaire et quel niveau d'appui serait suffisant pour déclencher des négociations. Parallèlement, la place des peuples autochtones, les divisions idéologiques au sein du mouvement souverainiste québécois, l'érosion des présupposés liés au libre-échange nord-américain, l'émergence d'une posture américaine agressive envers le Canada et le rôle perturbateur des médias sociaux compliquent toute simple reprise de la politique du dernier référendum. Leur essai établit l'un des thèmes centraux de ce recueil : la séparation n'est pas seulement une question de volonté politique, mais un processus inscrit dans le droit, la légitimité, le pouvoir, le territoire, l'économie et le contexte international.

Loleen Berdahl et Lisa Young déplacent ensuite le regard vers l'Ouest, en soutenant que le séparatisme de l'Ouest ne peut plus être écarté comme une expression marginale ou symbolique du mécontentement. Leur texte retrace la longue histoire de l'aliénation de l'Ouest tout en mettant l'accent sur la transformation plus récente du sentiment séparatiste en Alberta et en Saskatchewan. Alors que le séparatisme québécois s'est traditionnellement enraciné dans le nationalisme, la langue et l'identité, le séparatisme de l'Ouest est présenté comme découlant d'un autre ensemble de griefs : le ressentiment à l'égard de la politique environnementale fédérale, l'hostilité envers Ottawa, la méfiance à l'égard du pouvoir du Canada central et une vision populiste du monde qui oppose le « peuple » provincial vertueux à des forces extérieures ou élitaires hostiles. Leur analyse de données d'enquête montre que les séparatistes sont particulièrement susceptibles de considérer le gouvernement fédéral, le Québec, l'Ontario, les environnementalistes, les immigrants, les Nations unies, les communautés autochtones et les scientifiques comme des ennemis du peuple, tout en ayant une opinion plus favorable des compagnies pétrolières et des agriculteurs. Ce portrait relie le séparatisme de l'Ouest non seulement au grief régional, mais aussi au populisme de droite contemporain et aux politiques extractivistes. Le texte élargit ainsi le débat sur l'unité, qui passe d'une question constitutionnelle centrée sur le Québec à une crise plus vaste de confiance, d'identité et de griefs au sein de la fédération.

La contribution de Rupak Chattopadhyay offre une perspective différente mais complémentaire en revenant aux fondements économiques mêmes de la Confédération. Son texte soutient que les fédérations ne se maintiennent pas par le seul sentiment d'appartenance; elles perdurent lorsqu'elles favorisent une prospérité partagée, des marchés intégrés et une dépendance mutuelle. En rappelant que la Confédération fut un projet économique construit autour des chemins de fer, du commerce est-ouest, des infrastructures et du développement national, l'essai inscrit les défis actuels de l'unité dans une trajectoire historique plus longue. Pour Chattopadhyay, les infrastructures énergétiques peuvent jouer au XXIe siècle un rôle semblable à celui qu'ont joué les chemins de fer au XIXe : créer des liens matériels entre les régions, générer de l'emploi, renforcer la capacité fiscale et donner aux Canadiens un sentiment renouvelé de finalité commune. Cette vision n'est toutefois pas nostalgique. Elle reconnaît

que la construction nationale moderne doit être coopérative, sensible aux réalités régionales, responsable sur le plan environnemental et fondée sur la participation et la propriété autochtones. En ce sens, l'essai relie l'unité nationale au travail concret de construction de corridors, de réseaux électriques, de pipelines, de terminaux d'exportation, de réseaux de captage du carbone et d'autres formes d'infrastructures capables de transformer la diversité régionale, d'une source de division, en une source de force collective.

Mon texte revient sur la séparation du Québec en situant la question dans le contexte plus large de l'opinion publique, du processus et de la finalité. Il soutient que les Québécois et les autres Canadiens contemporains reconnaissent, à des degrés divers, que la séparation ne serait pas un simple acte unilatéral, mais un processus complexe impliquant une question claire, un résultat clair, des négociations, des contraintes constitutionnelles et de multiples acteurs. Le texte montre toutefois qu'il subsiste une profonde ambiguïté quant à la manière dont un tel processus se déroulerait et quant à ceux qui en bénéficieraient. La souveraineté continue d'exercer son attrait le plus fort en lien avec la langue et l'identité, en particulier la protection du français au Québec, mais la confiance est beaucoup moins grande quant à la capacité de l'indépendance de produire des avantages économiques, une influence internationale ou une plus grande harmonie sociale. Le texte souligne également la perception inégale des avantages de la souveraineté, en notant que de nombreux Québécois ne croient pas que les Québécois d'expression anglaise ou les membres des minorités ethniques seraient mieux lotis dans un Québec indépendant. En reliant ces constats à la montée du séparatisme albertain, le texte renforce un thème récurrent essentiel : le Canada fait face à plus d'un défi à son unité, et les présupposés qui ont façonné les débats antérieurs ne suffisent peut-être plus à décrire l'ampleur ou la complexité des risques.

Le dernier texte, de Stéphane Dion, présente l'argument normatif le plus direct en défense de l'unité canadienne. Dion insiste sur le fait que le Canada peut et doit être amélioré, mais met en garde contre la présentation des réformes comme des concessions nécessaires pour apaiser les séparatistes. Agir ainsi, soutient-il, revient à accepter le postulat séparatiste selon lequel le Canada serait en quelque sorte intrinsèquement défectueux et devrait constamment prouver son droit d'exister. Son texte avertit que répondre aux menaces de séparation par des concessions particulières peut engendrer un cycle destructeur : les séparatistes interprètent chaque concession comme une étape vers davantage d'autonomie, d'autres régions ressentent un traitement préférentiel, et le pays dans son ensemble en vient à être perçu comme un lieu de marchandage sans fin plutôt que comme une réalisation démocratique partagée. L'affirmation centrale de Dion est que la sécession doit être décrite honnêtement comme une rupture extrême, difficile, incertaine et profondément lourde de conséquences. Il ne s'agit pas d'une option politique ordinaire ni d'une tactique de négociation, mais d'une transformation qui toucherait la citoyenneté, le territoire, les droits, les peuples autochtones, les minorités et l'avenir de la coexistence démocratique. Sa contribution clôt le recueil en affirmant que la défense de l'unité exige non pas la panique, l'apaisement ou le déni, mais la clarté, la confiance et une volonté renouvelée de présenter le Canada comme une communauté politique qui mérite d'être préservée.

À travers ces textes, plusieurs thèmes communs se dégagent. Le premier est l'importance de la clarté. Qu'il soit question de la souveraineté du Québec, du séparatisme albertain ou de la possibilité plus large d'une rupture régionale, les auteurs soulignent que les Canadiens doivent affronter les conséquences pratiques, juridiques, territoriales, économiques et sociales de la sécession plutôt que de les laisser dans le vague ou de les romantiser. Le deuxième thème est la relation entre grief et appartenance. Au Québec, les griefs sont liés à la langue, à l'identité et à

l'autodétermination; dans l'Ouest, ils sont associés à l'aliénation, à l'énergie, au populisme et au ressentiment envers l'autorité fédérale. Dans les deux cas, toutefois, les essais montrent comment des mouvements politiques peuvent transformer l'insatisfaction en contestation de la légitimité même de la fédération. Le troisième thème est l'interdépendance économique. L'accent mis par Chattopadhyay sur une construction nationale fondée sur l'énergie, l'analyse par Berdahl et Young du ressentiment de l'Ouest, et la mise en garde de Dion contre une politique de concessions renvoient tous à la même réalité sous-jacente : l'unité du Canada ne dépend pas seulement des arrangements constitutionnels, mais aussi de la conviction des citoyens et des régions qu'ils tirent bénéfice de leur appartenance à un projet national commun.

Un quatrième thème est l'évolution du contexte international. Les États-Unis apparaissent tout au long du recueil non seulement comme le voisin du Canada, mais comme une force extérieure déstabilisatrice dont l'attitude peut remodeler les débats internes sur l'unité. Le déclin des présupposés liés au libre-échange, la possibilité d'ingérence étrangère et la perspective que des acteurs américains puissent exploiter la fragmentation canadienne confèrent aux politiques séparatistes contemporaines une nouvelle portée géopolitique. Un cinquième thème est la centralité des peuples autochtones et des communautés minoritaires. Plusieurs textes montrent clairement que toute discussion de la sécession qui ignore les droits autochtones, les revendications territoriales, les Québécois d'expression anglaise, les minorités ethniques ou les minorités régionales demeure incomplète. L'unité nationale n'est pas seulement une négociation entre gouvernements ou majorités; elle concerne aussi les droits et l'avenir de communautés qui pourraient être profondément touchées par des décisions prises en leur nom.

Ce numéro spécial présente l'unité canadienne comme à la fois durable et vulnérable. Elle est durable parce que le Canada demeure une fédération prospère, démocratique, réussie et profondément interconnectée. Elle est vulnérable parce que les présupposés qui soutiennent l'unité ne peuvent être tenus pour acquis. Les textes ne proposent pas une prescription unique et ne réduisent pas le défi à une seule région, à un seul grief ou à un seul différend constitutionnel. Ils invitent plutôt les lecteurs à envisager l'unité nationale comme une tâche multidimensionnelle : une tâche qui exige de la clarté juridique, de l'imagination économique, le respect de la diversité régionale, l'inclusion réelle des peuples autochtones et des minorités, la résistance à l'ingérence étrangère et une articulation confiante de la valeur du Canada lui-même. Ce faisant, le recueil demande non seulement comment le Canada peut prévenir la séparation, mais aussi comment il peut renouveler les liens de finalité commune qui rendent la séparation moins imaginable dès le départ.